

*Article 21 du Règlement*

Notre économie est sur le point de s'effondrer parce que ces idiots en face ne comprennent pas les leçons de l'histoire. Ils ont cru pouvoir faire en tant que gouvernement ce que nous savons tous dans notre for intérieur ne pas pouvoir faire en tant qu'individus. Nos enfants et à nos petits-enfants devront porter ce fardeau. On compte sept millions de jeunes Canadiens âgés de 18 à 33 ans qui se rendent bien compte que le fardeau dont on vient de charger leurs épaules est attribuable à la pure stupidité et à l'appétit de pouvoir des gens d'en face, et je ne trouve pas de façon plus polie de le dire. Tout comme les monarques de jadis, le gouvernement tente de concentrer entre ses mains les pouvoirs de décision. Nous, le peuple, ne le tolérons pas. Le gouvernement disparaîtra dès les prochaines élections.

Je signale qu'il est 13 heures, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Corbin):** Je dois informer le député que son temps de parole est écoulé.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

**REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

**AFFAIRES COURANTES**

[Français]

**LES LANGUES OFFICIELLES****DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL**

**Mme le Président:** J'ai l'honneur de déposer sur le Bureau de la Chambre le Rapport annuel du Commissaire aux langues officielles pour l'année civile 1982, et je rappelle aux députés que, conformément aux dispositions de l'article 46(4) du Règlement, ce Rapport est réputé déposé en permanence au Comité mixte spécial sur les langues officielles.

**DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT**

[Traduction]

**LES SUBSTANCES DANGEREUSES****LA MOUSSE ISOLANTE D'URÉE-FORMALDÉHYDE—LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE SUBVENTIONS ACCORDÉES POUR RETIRER LA SUBSTANCE DES MAISONS**

**M. Gus Mitges (Grey-Simcoe):** Madame le Président, selon des fonctionnaires de l'État, il en coûte actuellement entre \$9,000 et \$10,000 pour retirer la mousse isolante d'urée-formaldéhyde des maisons. Cependant, la subvention maximale

accordée par le gouvernement à cette fin ne dépasse pas \$5,000.

Au 1<sup>er</sup> mars, le gouvernement avait reçu 30,500 demandes, mais n'avait encore accordé que 3,200 subventions aux propriétaires de maison et se préparait à en envoyer un millier d'autres. Il y aurait donc lieu de remédier au plus tôt à ces lenteurs administratives.

C'est peut-être en grande partie pourquoi 30,000 propriétaires admissibles à cette subvention n'en ont pas encore fait la demande. Il se pourrait aussi qu'ils n'aient pas été suffisamment informés des dangers éventuels que présente pour la santé la mousse d'urée-formaldéhyde et qu'ils ne s'en soient donc pas souciés.

Tout compte fait, j'aimerais recommander au gouvernement de reporter la date d'échéance du programme, qui est actuellement fixée au 30 juin 1983, afin que les propriétaires admissibles aient le temps de présenter leur demande de subvention. Cette prolongation a été recommandée par le comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

J'espère que le gouvernement reviendra sur sa décision, qu'il mettra en œuvre les recommandations du comité et qu'il étudiera sérieusement la possibilité d'accroître la subvention de façon qu'elle couvre tous les frais qu'entraîne l'enlèvement de cet isolant nuisible à la santé.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****LE SALVADOR—L'AIDE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS**

**M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, le président Reagan a récemment annoncé qu'il pourrait augmenter le nombre des conseillers militaires américains au Salvador ainsi que l'aide militaire à ce malheureux pays.

Nous apprenons cette nouvelle, alors que les droits de l'homme continuent d'être violés de façon flagrante, comme en témoigne le récent assassinat de Marianella Garcia Villas, présidente de la Commission des droits de l'homme du Salvador et vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme, et que le pape Jean-Paul II ne cesse de dénoncer l'appui militaire de l'étranger au Salvador.

A mon avis, la situation est vraiment critique au Salvador, et à moins que les forces en présence n'entament rapidement des négociations, les forces de l'extérieur, y compris celles des États-Unis, risquent d'intervenir de plus en plus.

Par conséquent, à la veille de la visite du vice-président Bush, je voudrais demander au premier ministre, au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et à l'ambassadeur du Canada aux États-Unis de tenter de convaincre le gouvernement américain d'intensifier ses efforts en vue d'un règlement négocié plutôt que militaire du conflit au Salvador.